

**CONTRIBUTION DE LA SOCIETE CIVILE A
L'AMELIORATION DU DRAFT 0 DU DOCUMENT DE
STRATEGIE DE REDUCTION DE LA PAUVRETE EN
GUINEE (DSRP2)**

Facilitateur :

Chérif Salah BAH

Consultant Indépendant

Tél. 60.26.81.43 / 60.22.99.15

E-mail : fesquibah@yahoo.fr

Conakry, juin 2007

ATELIER GOUVERNANCE

13 au 15 juin 2007

1. Objectifs

- présenter et analyser la version préliminaire du DSRP2 (analyse sommaire de la structuration du document et analyse approfondie de l'axe sur la gouvernance)
- formuler des propositions concrètes pour l'amélioration de la structuration et du contenu de l'axe gouvernance

2. Résultats (propositions concrètes pour l'amélioration de la version préliminaire)

- Ajouter après l'introduction un chapitre portant sur la présentation de la Guinée en vue de dégager les disparités entre la situation de pauvreté et les potentialités économiques, ainsi que la diversité des valeurs culturelles. Ce potentiel offre d'énormes possibilités pour le développement d'activités génératrices de revenus par les populations. Il s'agit de mettre un accent sur les atouts socio économiques du pays pour informer et attirer les investisseurs.
- Traiter, au niveau du diagnostic de la pauvreté, une analyse sur la mal gouvernance et ses conséquences sur la paupérisation des populations.
- Elargir l'amélioration de la gouvernance économique à la gouvernance financière et y aborder la question liée à la transparence dans le processus de passation des marchés publics
- Envisager la Création d'une structure nationale chargée de la mise en œuvre
- Envisager la création d'une structure chargée du suivi évaluation, structure indépendante de celle chargée de la mise en œuvre.

Gouvernance politique et démocratique

Stratégies	Mesures	Actions
Renforcement de l'effectivité de la séparation des pouvoirs	Révision de la Loi Fondamentale	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'une cour de compte -
	Renforcement des capacités des institutions républicaines	<ul style="list-style-type: none"> - renforcer l'accès à des informations fiables et régulières (Assemblée Nationale, CES) - renforcer les capacités d'analyse des députés sur les questions soumises à leur appréciation - promouvoir un standard élevé en matière d'éthique et d'intégrité au sein de l'Assemblée - renforcer le pouvoir législatif et ses mécanismes de contrôle - instaurer le principe d'avoir un niveau minimum de formation pour accéder aux postes électifs - renforcer le pouvoir consultatif du CES - renforcer les capacités d'analyse et de recherche du CES - créer les conditions pour une plus grande visibilité des actions du CES - renforcer les capacités du CNC dans sa mission de régulation et de conseil
Promotion de la démocratie	Promotion du dialogue national	
	Renforcement des capacités des partis politiques Amélioration du système électoral	<ul style="list-style-type: none"> - mettre en place des mécanismes appropriés de supervision et de contrôle des élections - respecter les dispositions statutaires en matière électorale - institutionnaliser l'élection des chefs de quartiers et de districts - promouvoir les candidatures indépendantes aux élections - étudier la mise en place des conseillers préfectoraux et régionaux - réviser les critères d'éligibilité des élus (âge par exemple)
Préservation et renforcement de la stabilité et de la sécurité	Renforcement des capacités des OSC dans la prévention des conflits et dans le maintien et la consolidation de la paix	<ul style="list-style-type: none"> - améliorer les procédures de recrutement dans les forces de défense et de sécurité - identifier des mesures d'accompagnement dans les localités ayant hébergé des réfugiés - former les acteurs des OSC et des forces de défense et de sécurité à la prévention et à la gestion des conflits -
	Mise en place d'un programme	<ul style="list-style-type: none"> - créer des postes de sécurité de proximité

	national de lutte contre la prolifération et la circulation des armes légères de petit calibre (ALPC)	- renforcer les capacités de la commission nationale sur les ALPC
	Appui au cantonnement des militaires dans les garnisons	-
Promotion et protection des droits humains	Création des mécanismes appropriés de promotion et de protection des droits humains	-
	Intensification de la vulgarisation des textes relatifs aux droits humains	-
	Promotion de la culture civique	-
Genre et équité	Promotion du principe de l'égalité des sexes dans la gouvernance politique et démocratique	-
	Garantie de l'égalité des sexes en matière de droit (succession, propriété)	-
	Promotion du leadership des couches défavorisées	-
	Institutionnalisation et opérationnalisation des Cellules genre et équité dans les départements	-
Promotion et renforcement des capacités de la société civile	Amélioration de la gouvernance interne des OSC	-
		-

Gouvernance judiciaire

Stratégies	Mesures	Actions
Effectivité de l'indépendance de la justice	Revalorisation de la fonction de magistrat	
	Amélioration des conditions de fonctionnement des juridictions	- relever le budget du ministère de la justice -
	Amélioration du fonctionnement du corps des auxiliaires	-
Amélioration des conditions de détention	Amélioration de l'allocation et de la gestion des ressources financières	-
	Création d'un corps spécialisé de gardiens de prison	-
	Réhabilitation, construction et équipements des établissements pénitentiaires	-
Amélioration du climat des affaires	Vulgarisation des textes régissant le monde des affaires	- Promotion des textes de l'OHADA
	Respect des engagements de la Guinée avec ses partenaires	-
	Assainissement du climat des affaires	-

Gouvernance économique et financière

Stratégies	Mesures	Actions
Renforcement des capacités de planification et de gestion économique et financière	Renforcement des capacités d'analyse et de prévision macro économiques	
	Renforcement des capacités en matière de planification stratégique	
	Renforcement des capacités de production d'informations statistiques	
	Renforcement des capacités de programmation	
Amélioration de la gestion des finances publiques	Renforcement de la sécurisation des recettes publiques	
	Systématisation de la publication des allocations budgétaires	
	Renforcement du mécanisme CDMT (Cadre de Dépenses à Moyen Terme)	
	Amélioration de la transparence dans la passation des marchés publics	
	Suppression des dépenses extra budgétaires	
	Réduction de train de vie de l'Etat	
Promotion de l'indépendance de la BCRG	Opérationnalisation des corps de contrôle	
	Révision des textes	
	Restructuration de la BCRG	
Promotion de l'intégration régionale et sous régionale	Renforcement des capacités	
	Respect des critères de convergence	
	Mise en place d'un cadre juridique et judiciaire approprié	
Mécanisme de coordination et de gestion transparente des aides publiques et privées	Mise en place d'un mécanisme d'information sur les politiques d'intégration	
	Implication des acteurs non étatiques dans la gestion des aides	
	Amélioration de la capacité d'absorption et de l'efficacité de l'aide	
	Promotion du partenariat	
	Mise en place d'un observatoire de la gestion des aides	

Lutte contre la corruption et l'impunité

Stratégies	Mesures	Actions
Amélioration de la transparence dans la gestion des ressources naturelles	Renforcement du partenariat entre les acteurs concernés (Etat, secteur privé, OSC, collectivités)	<ul style="list-style-type: none"> - vulgariser de l'ITIE (Initiative de Transparence des Industries Extractives) - ouvrir du capital des sociétés à l'Etat et aux nationaux
	Implication des collectivités et de la société civile dans la négociation des conventions	<ul style="list-style-type: none"> - dynamiser la coalition « Publiez Ce Que Payez » - prendre en compte les questions environnementales dans les conventions
	Diffusion et vulgarisation des conventions	<ul style="list-style-type: none"> - utiliser les différents canaux de diffusion (médias et autres) - sensibiliser les populations à la base sur le contenu des conventions
Renforcement du cadre institutionnel et légal anti corruption	Mise en place d'un organisme indépendant et autonome de lutte contre la corruption	<ul style="list-style-type: none"> - évaluer l'Agence Nationale de Lutte contre la Corruption et les OSC du secteur anti corruption - créer un partenariat de lutte anti corruption (Etat, OSC, secteur privé) - renforcer les capacités anti corruption des OSC, du secteur privé et public
	Elaboration et adoption d'une loi anti corruption	<ul style="list-style-type: none"> - intégrer dans la loi le protocole et conventions signés et ratifiés par la Guinée (CEDEAO, UA, ONU) - transmettre à l'Assemblée Nationale le projet de loi sur la corruption
	Effectivité de la chaîne des dépenses publiques	-
Renforcement de la prévention contre la corruption	Vulgarisation des textes sur la corruption	<ul style="list-style-type: none"> - Diffuser le protocole CEDEAO et les conventions UA et ONU - Diffuser la loi anti corruption ratifiée par l'Assemblée Nationale - Utiliser les différents canaux de diffusion pour vulgariser les textes
	Institutionnalisation de l'obligation de la déclaration des biens par les hauts fonctionnaires	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer et adopter des textes sur la déclaration des biens des hauts fonctionnaires de l'Etat - Appliquer la déclaration des biens des hauts fonctionnaires de l'Etat avant et après la prise de service
	Mise en place d'un espace de dénonciation publique des cas de corruption	<ul style="list-style-type: none"> - Créer des espaces de dénonciation publique
	Restructuration administrative (ACGP et Agence judiciaire de l'Etat)	<ul style="list-style-type: none"> - Domicilier l'agence judiciaire de l'Etat au Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan - Supprimer l'ACGP et transférer ses attributions aux marchés publics

Renforcement de la détection de la corruption	Audit et ou contrôle périodiques de la gestion publique	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer l'audit interne par l'audit externe privé - Procéder à des audits inopinés
	Diffusion des rapports d'audits	<ul style="list-style-type: none"> - Utiliser tous les canaux de diffusion pour la publication des résultats des audits
	Effectivité de l'auto saisine des procureurs de la République	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser un plaidoyer pour améliorer la loi en matière de constitution de partie civile - Encourager les dénonciations par voie de presse des cas de corruption
	Réalisation d'études / enquêtes sectorielles sur la corruption	-
Renforcement de la répression de la corruption	Poursuite et condamnation systématiques des auteurs de faits de corruption et infractions assimilées	-
	Application de sanctions administratives contre les auteurs de faits de corruption et infractions assimilées	-

Gouvernance administrative

Stratégies	Mesures	Actions
Renforcement institutionnel et organisationnel de l'administration	Rationalisation des procédures et fonctionnement de l'administration publique	<ul style="list-style-type: none"> - vulgariser les textes et lois en vigueur - appliquer les textes et lois en vigueur
	Amélioration des moyens de communication et d'information	<ul style="list-style-type: none"> - doter les services en équipements modernes de communication - mettre en réseau les services administratifs - mettre en place des services de communication et d'information
	Mise en place de plans de formation et de perfectionnement (public et autres)	<ul style="list-style-type: none"> - organiser des ateliers, séminaires et voyages d'études en faveur des travailleurs - créer une école nationale d'administration
Amélioration de la gestion des ressources humaines de l'Etat et autres acteurs	Mise en place d'un système de suivi évaluation de la performance des agents	
	Amélioration du système de recrutement, développement de carrière et rémunération	
	Promotion de textes de loi interdisant les abus et discriminations dans les services (public et privé)	
Amélioration de la qualité du service public	Détermination des normes (qualitative et quantitative) à imposer à tous les services	
	Elaboration de plans de renouvellement et d'entretien des infrastructures et équipements	
Amélioration de la protection des travailleurs	Promotion de la construction des logements sociaux	
	Facilitation des conditions de prise en charge des soins de santé des travailleurs	
	Amélioration des conditions de mobilité des travailleurs	
	Mise en place d'un observatoire de la gestion des aides	

Gouvernance locale

Stratégies	Mesures	Actions
Amélioration du cadre institutionnel et réglementaire de la décentralisation et de la déconcentration	Vulgarisation des textes de loi au sein des collectivités	
	Renforcement des capacités des élus locaux et des OSC	
	Elaboration d'un programme cadre de formation des élus locaux	
	Transfert effectif des pouvoirs et moyens aux collectivités	
	Renforcement de l'implication des OSC dans la gestion des collectivités	
	Réalisation d'une étude sur le découpage administratif	
Promotion du patrimoine culturel communautaire	Inventaire et valorisation du patrimoine culturel communautaire	
Amélioration de la participation des jeunes et des femmes à la vie des collectivités	Renforcement des capacités des structures de formation au sein des collectivités	
	Promotion de l'équité dans les différents instances et organes communautaires	
Amélioration de la gestion des infrastructures communautaires	Renforcement des capacités organisationnelles et techniques des collectivités	
	Opérationnalisation des dispositifs d'entretien des infrastructures communautaires	
	Renforcement des capacités financières	
Promotion de la sécurisation foncière	Vulgarisation du code foncier et domanial	
	Allègement des procédures et coûts d'obtention des actes de propriété	
Respect de l'intégrité territoriale	Respect des tracés de frontières issues de la colonisation	- mettre en œuvre les programmes conjoints de matérialisation des tracés des frontières
	Respect des découpages administratifs (Régions, Préfectures, Sous préfectures, quartiers, districts)	
	Application des conventions sous régionales en matière d'intégration	
Vulgarisation et application des dispositions réglementaires sur les marchés communautaires	Renforcement des capacités en matière de passation des marchés communautaires	
	Mise en place de commissions de suivi évaluation des marchés communautaires	

Mécanisme de mise en oeuvre

Création d'une structure nationale chargée de la mise en oeuvre, qui doit :

- être composée de tous les acteurs (gouvernement, institutions républicaines, OSC, secteur privé)
- avoir une large visibilité et un poids politique suffisant à travers un ancrage institutionnel au dessus d'un département ministériel
- disposer des moyens nécessaires à son fonctionnement
- être soutenue par un secrétariat technique
- mettre en place un cadre de concertation élargi à tous les acteurs

Mission de la structure :

- analyser et décider sur toutes les questions liées à la mise en oeuvre
- assurer la coordination financière et technique

Rôles et responsabilités de la société civile :

- information/éducation/communication
- interface/intermédiation
- conseil/animation
- gestion/contrôle
- capitalisation des bonnes pratiques

Suivi Evaluation

Création d'un Comité National de Suivi Evaluation

1. Mission : décision, orientation et coordination
2. Responsabilités :
 - Définir le mécanisme de suivi évaluation
 - Mobiliser les acteurs au processus de suivi
 - Veiller à la définition des indicateurs
 - Définir le mode et les moyens de l'évaluation
 - Assurer l'indépendance de l'évaluation
 - Diffuser les résultats de l'évaluation
3. Composition (niveau national)
 - Présidence : leader de la société civile
 - Secrétariat technique : SP/SRP
 - Membres : Assemblée Nationale, CES, CNC, MEFP (Service chargé des Statistiques), Ministère Contrôle Economique et Financier, Ministères sectoriels, Partenaires au développement, OSC
4. Composition (niveaux régional et préfectoral)
 - Présidence : leader de la société civile
 - Secrétariat technique : service chargé de la statistique

- Membres : élus locaux, services techniques déconcentrés, partenaires au développement, OSC

5. Périodicité des réunions : 1 fois par trimestre

Commission Gouvernance

N°	Prénoms et Nom	Institution	Fonction	Téléphone
1	Dr Alhoussène D Condé	AVODEG	Secrétaire Général	60 33 11 05
2	Fatoumata Yébhé Bah	ADDEF-G	Education Formation	60 29 00 17
3	Thierno Diallo	OGDH	Trésorier	60 34 17 71
4	Dr. Ansoumane Camara	AGPI	Trésorier	60 29 68 25
5	Mariama Tounkara	AGEVAL	Membre	60 54 86 55
6	Aboubacar Sylla	CENAFOD	Directeur/intérim	60 29 98 44
7	Malick Diakité	Barreau	Avocat	64 23 90 07
8	Nanfadima Magassouba	CONAG/DCF	Présidente	60 28 11 89
9	Siaka Kouyaté	Stop corruption	Président	60 20 36 62
10	Alhassane Soumah	USTG	Membre Bureau Exécutif	
11	Mamadou Billo Barry	CNAD	Communicateur	60 23 24 35
12	Mme Fatoumata Morgane	REFMAP	Coordinatrice Nationale	60 55 92 69
13	Mamadou Taran Diallo	CNOSCG	Membre	60 25 41 95
14	Mamoudou Diallo	AGT	Membre	63 12 56 93
15	Bandian Traoré	SP/SRP	Membre de la Cellule Communication	60 54 45 39
16	Elhadj Ibrahima Cissé	SP/SRP	Membre de la Cellule Communication	60 33 65 95
17	Chérif Sala BAH		Consultant	60 26 81 43

ATELIER THEMATIQUE CROISSANCE

18 au 20 juin 2007

1. Objectifs

- présenter et analyser la version préliminaire du DSRP2 (analyse sommaire de la structuration du document et analyse approfondie de l'axe sur la croissance économique)
- formuler des propositions concrètes pour l'amélioration de la structuration et du contenu de l'axe croissance économique

2. Résultats (propositions concrètes pour l'amélioration du draft DSRP2)

- Envisager la mobilisation des ressources financières en lieu et place de financement
- Revoir la dimension temporelle du DSRP2 (2006 – 2010)
- Analyser, au niveau du diagnostic, la mal gouvernance comme cause de la pauvreté
- Etendre le diagnostic de la pauvreté aux déterminants ci-dessous :
 - Pauvreté et faim : aborder la sécurité alimentaire comme mesure stratégique
 - Pauvreté et cadre macro économique : porter l'analyse sur les cinq dernières années et ramener toutes les analyses faites au niveau de l'axe (par exemple, pages 43 à 46 et autres analyses précédant les objectifs et mesures stratégiques dans le document)
 - Pauvreté et activités agricoles : traiter également les autres sous secteurs : élevage, pêche, exploitation forestière et harmoniser avec les chiffres de la LPDA
 - Pauvreté et activités économiques : commerce, transport, artisanat, industrie, tourisme, culture...
 - Pauvreté et accès au crédit
 - Pauvreté et environnement
 - Pauvreté et activités sportives et culturelles : envisager le développement des infrastructures sportives et culturelles comme une stratégie à développer dans l'axe « Secteurs sociaux »
- Développer l'axe en 4 sous axes :
 - Stabilisation du cadre macro économique et renforcement des réformes structurelles
 - Développement des infrastructures économiques
 - Dynamisation de la production nationale, création d'emplois et génération de revenus pour tous
 - Promotion du développement durable
- Développer le sous axe « Développement des infrastructures économiques » en :
 - Développement des infrastructures de fourniture d'eau
 - Développement des infrastructures énergétiques
 - Développement des infrastructures de stockage, transport et de distribution des produits pétroliers
 - Développement des infrastructures de transport (routier, aérien, maritime/fluvial et ferroviaire)
 - Développement des infrastructures de postes et NTIC

- Développer le sous axe « Dynamisation de la production nationale, création d'emplois et génération de revenus pour tous » en :
 - Promotion du secteur privé et de l'emploi
 - Promotion et élargissement de l'accès au crédit
 - Dynamique des secteurs porteurs de croissance : introduire l'industrie comme secteur porteur de croissance
 - Promotion et modernisation du commerce
- Développer le sous axe « promotion du développement durable » en :
 - Gestion rationnelle et durable des ressources naturelles
 - Protection de l'environnement
 - Assainissement

Stabilisation du cadre macro économique et renforcement des réformes structurelles

Stratégies	Mesures	Actions
Assainissement de l'environnement macro économique	Instauration de la transparence dans la gestion des ressources	<ul style="list-style-type: none"> - Suppression de toute forme de dépense extra budgétaire - Opérationnalisation des audits et contrôles - Vulgarisation des textes réglementaires - Assainissement du fichier de la fonction publique
	Lutte contre le blanchiment d'argent	<ul style="list-style-type: none"> - Vulgarisation de la loi contre le blanchiment
	Clarification du rôle des régies financières	
	Sécurisation des recettes	<ul style="list-style-type: none"> - Lutte contre la fraude fiscale - Lutte contre le détournement - Amélioration du système d'information comptable des entreprises
	Modernisation de la chaîne de dépenses	-
Maîtrise de la politique monétaire et renforcement du système financier	Concrétisation de l'indépendance de la BCRG	-
	Lutte contre l'inflation	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration du taux de bancarisation de l'économie
	Limitation de l'endettement du trésor auprès de la BCRG	
	Amélioration de la gestion des réserves de change	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de la capacité de mobilisation des devises - Respect de la réglementation de change
	Renforcement des institutions d'intermédiation financière	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement et densification des services de micro finances - Développement du système de crédit aux PME/PMI
Amélioration de la politique budgétaire et de la fiscalité	Rationalisation de la gestion des ressources publiques	<ul style="list-style-type: none"> - Suppression des dépenses extra budgétaires - Elimination des exonérations non conventionnelles et non légales
	Allocation de 10% du BND au secteur agricole (Cf Maputo)	-
	Révision des attributions du Trésor et des Impôts	<ul style="list-style-type: none"> - Recouvrement des recettes fiscales par le Trésor
	Responsabilité de l'émission et de la gestion des titres et valeurs par l'Institut d'Emission de la BCRG	-
	Implication des opérateurs économiques	-

	dans la définition de l'assiette fiscale	
Gestion de la dette	Prise en compte de la gestion de la dette intérieure	-
	Amélioration de la gestion du fonds de reconversion de la dette	
	Actualisation des données sur la dette extérieure	
	Respect des échéances de remboursement	-
	Information des populations sur l'endettement	-
Renforcement des réformes structurelles	Révision de l'ancrage institutionnel de l'Unité de privatisation	-
	Restructuration et révision de l'ancrage institutionnel de l'OPIP	-
	Réformes de la gestion des secteurs de l'eau et de l'électricité	-
	Implication des missions diplomatiques dans la promotion des investissements directs étrangers	- Instauration d'une diplomatie de développement
Appui à l'intégration régionale	Programme d'intégration monétaire	-
	Programme d'initiatives transfrontalières	-
	Programme agricole CEDEAO	-
	Transit Routier Inter Etats CEDEAO	-

Développement des infrastructures de base

Stratégies	Mesures	Actions
Développement des infrastructures de fourniture d'eau	Amélioration du cadre de participation du secteur privé	<ul style="list-style-type: none"> - Révision du cadre réglementaire des infrastructures - Incitation à l'investissement privé - Renforcement de la capacité de gestion des conventions et contrats
	Promotion des investissements BOT	
	Promotion de l'hydraulique villageoise	<ul style="list-style-type: none"> - Incitation aux initiatives privées - Responsabilisation des communautés dans l'entretien des équipements
	Extension et réhabilitation du réseau existant	<ul style="list-style-type: none"> - Prise en compte de l'actualisation des données socio démographiques
	Réalisation de réseaux d'adduction d'eau	
	Promotion des infrastructures de récupération des eaux de pluie	<ul style="list-style-type: none"> - Etudes de faisabilité - Recherche de financement - Mise en place d'une structure de gestion
Développement des infrastructures énergétiques	Promotion de l'investissement BOT	-
	Augmentation de capacité de production hydro électrique	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation des barrages - Promotion de micro barrages
	Amélioration du réseau de distribution	
	Développement de la biomasse et des énergies renouvelables	
Développement des infrastructures de stockage, transport et de distribution des produits pétroliers	Augmentation des capacités de stockage dans les régions	
	Etude sur la construction d'une raffinerie	
	Appui à l'implantation des stations services dans les zones dépourvues	<ul style="list-style-type: none"> - Respect des normes de sécurité
Développement des	Vulgarisation et application des schémas directeurs	
	Respect des normes de construction	

infrastructures de transport	Entretien du réseau existant	
	Réhabilitation et construction de nouvelles routes	
	Priorisation des ouvrages de franchissement	
	Construction de routes transfrontalières	
	Etude sur la construction d'un aéroport international (périphérie de Conakry)	
	Protection des sites aéroportuaires	
	Réhabilitation des aéroports régionaux	Création de capacités de frêt
	Extension du port de Conakry	
	Réhabilitation et extension du port de Bentley	Port fruitier et port minier
	Dragage des fleuves	
Promotion du transport ferroviaire		
Développement des infrastructures de Poste et NTIC	L'atelier a recommandé que les objectifs soient regroupés et reformulés et que les mesures liées à ces objectifs soient définis.	

Dynamisation de la production nationale, création d'emplois et génération de revenus pour tous

Stratégies	Mesures		Actions	
Promotion du secteur privé et de l'emploi	Mise en adéquation de la formation et de l'emploi			
	Incitation aux investissements			
	Implication des Guinéens de l'extérieur dans le développement du secteur privé			
	Promotion des infrastructures de commercialisation			
	Lutte contre l'insécurité judiciaire (OHADA)			
Promotion et élargissement de l'accès au crédit	Promotion de la micro finance			
	Mise en place de taux d'intérêt accessible aux populations pauvres			
	Promotion de banques de proximité			
	Promotion de banques de développement spécialisées			
Dynamique des secteurs porteurs de croissance	Secteur minier :	Implication de la société civile dans la conclusion et la révision des conventions minières		
		Renforcement de la participation du privé guinéen dans les sociétés minières		
		Promotion de la transformation locale des ressources minières		
	Secteur de l'agriculture	Appui à la transformation, commercialisation et conservation des produits locaux		
		Relance des cultures d'exportation		
		Promotion de la recherche agronomique et de la vulgarisation		
		Promotion des unités de fabrication des emballages		
	Secteur de l'élevage	Poursuite de la réalisation et de la modernisation des infrastructures et équipements		
		Réorganisation du circuit de commercialisation des produits d'élevage		
		Promotion des pâturages		
		Lutte contre le vol et l'exportation frauduleuse du bétail		
	Secteur de la pêche	Promotion de l'aquaculture		
		Promotion de la pisciculture		

		Implication de la société civile dans la révision des accords de pêche	
	Secteur du tourisme et de l'artisanat	Lutte contre les tracasseries douanières et policières	
		Elargissement des zones d'intervention des structures d'appui	
		Promotion de la protection de la propriété intellectuelle	
	Secteur de l'industrie	Protection et valorisation des zones industrielles	
		Promotion des industries culturelles	
	Services (transport, assurances)	Promotion du transport urbain et inter urbain	
		Promotion des services d'assurances de proximité	
	Promotion de la sécurité alimentaire	Création des stocks de sécurité	
		Promotion de la transformation des produits alimentaires	
		Promotion de la diversification alimentaire	
		Mise en place d'un réseau de distribution des produits alimentaires	
Promotion et modernisation du commerce		Promotion d'un système moderne d'informations commerciales	
		Réglementation de l'exportation et facilitation du rapatriement des devises	
		Promotion d'un système de statistiques harmonisées et fiables dans les documents	
		Aménagement d'espaces (marchés) pour la vente des produits locaux	
Appui à la reconversion et à la formalisation du secteur informel		Mise en place de l'observatoire de l'économie informelle	
		Renforcement des capacités des acteurs	
		Réalisation des infrastructures	

Promotion du développement durable

Stratégies	Mesures	Actions
Gestion rationnelle et durable des ressources	Gestion rationnelle et durable des sols	Réalisation d'aménagements hydro agricoles
	Gestion rationnelle et durable des forêts	<ul style="list-style-type: none"> - Réglementation de l'exploitation forestière - Promotion des forêts communautaires - Renforcement de la réglementation de l'exportation du bois
	Gestion rationnelle et durable des ressources halieutiques	<ul style="list-style-type: none"> - Réglementation des pêches - Renforcement de la surveillance maritime
	Gestion rationnelle et durable des ressources minières	<ul style="list-style-type: none"> - Réglementation de l'exploitation artisanale des mines - Renforcement de la dimension environnementale dans les conventions minières
	Gestion rationnelle et durable des ressources en eau	Promotion de l'utilisation des eaux souterraines
Protection de l'environnement	Amélioration du cadre institutionnel et juridique	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'une agence nationale chargée de l'environnement - Mise en place d'une commission parlementaire ad hoc chargée de l'environnement - Actualisation et vulgarisation du Code de l'environnement - Formation de cadres spécialisés
	Protection de la diversité	<ul style="list-style-type: none"> - Lutte contre les feux de brousse - Lutte contre la désertification - Protection de la faune et de la flore - Protection des têtes de sources - Lutte contre la pollution maritime - Promotion de la fumure organique - Préservation des écosystèmes - Promotion de l'utilisation du gaz
	Amélioration de la qualité de vie	<ul style="list-style-type: none"> - Lutte contre la pollution par les engins roulants - Aménagement des espaces verts - Lutte contre l'occupation anarchique des bordures de mer, fleuve et autres cours d'eau - Respect des normes de sécurité sanitaire et hygiénique dans les industries

Assainissement	Définition d'une politique nationale d'assainissement	
	Entretien, réhabilitation et construction de caniveaux	Curage des caniveaux
	Extension des infrastructures d'assainissement (voierie réseaux divers)	
	Promotion du recyclage	
	Renforcement des capacités des services de voierie	
	Sensibilisation et information des populations	

Mécanisme de mise en oeuvre

Création d'un comité national de pilotage, qui a pour mission la décision, l'orientation, la supervision et la coordination de la mise en oeuvre.

Composition :

- Présidence : Ministre Economie, Finances et Plan
- Vice présidence : Un représentant de la société civile
- Secrétariat : Secrétariat Permanent de la SRP
- Membres : départements ministériels (secteurs prioritaires), société civile, institutions républicaines, secteur privé et partenaires au développement

Périodicité des réunions : 1 fois par trimestre

Mandat de la société civile :

- Arbitrage entre les différents intérêts
- Interface : Etat, populations et bailleurs
- Mobilisation des ressources
- Mobilisation des populations autour des objectifs SRP
- Vulgarisation de la SRP au niveau de la base

Suivi Evaluation

Création d'une Cellule Nationale de Suivi Evaluation

1. Ancrage : Primature
2. Mission : suivi et évaluation indépendante
3. Composition :
 - a. Présidence : Société civile
 - b. Vice présidence : Primature
 - c. Secrétariat : SP/SRP
 - d. Membres : Administration, institutions républicaines (AN, CES, CNC), société civile et partenaires au développement
4. Démembrement : Cellules régionales et préfectorales
5. Périodicité : rapport trimestriel, évaluation à mi parcours et évaluation finale

Commission Croissance

N°	Prénoms et Nom	Institution	Fonction	Téléphone
1	Bengaly Kouyaté	CEPEC	Chargé de formation	60 25 21 73
2	Mamadou Sano	CIEPEX	Directeur Foire	60 29 27 64
3	Ibrahima Bah	CNOPG	Chargé de programme	60 57 16 74
4	Mme Diallo Ousmane Korika	AFDRI	Chargée des projets et relations extérieures	60 25 17 50
5	Aliou Mairie Diallo	CNAG	Conseiller	60 29 47 09
6	Mamadou Fily Diallo	CONEG	Président	60 28 25 30
7	Mory Doumbouya	FNAG	Secrétaire permanent	64 59 16 52
8	Lansana Fofana	CCIAG	Conseiller	60 26 05 74
9	Mme Aissatou Diallo Bah	GECAID	Présidente	60 25 42 41 60 20 67 34
10	Aziz Diop	CNOSCG	Secrétaire Exécutif	60 54 00 57
11	Elhadj Mamadou Alpha Gouly Diallo	CNAD	Commission d'information	64 29 33 94 60 27 11 21
12	Moustapha Keita	Chambre des mines	Chargé de communication	60 26 96 62
13	Mamadou Dian Diallo	GTZ/ASRP	Assistant technique	60 57 22 79
14	Mody Mahy Barry	CAFODEC	Directeur régional Haute Guinée	60 29 18 07
15	Bandian Traoré	SP/SRP	Membre de la Cellule Communication	60 54 45 39
16	Elhadj Ibrahima Cissé	SP/SRP	Membre de la Cellule Communication	60 33 65 95
17	Chérif Sala BAH		Consultant Animateur	60 26 81 43 60 22 99 15

Atelier thématique Secteurs sociaux

21 au 23 juin 2007

1. Objectifs

- présenter et analyser la version préliminaire du DSRP2 (analyse sommaire de la structuration du document et analyse approfondie de l'axe sur les secteurs sociaux)
- formuler des propositions concrètes pour l'amélioration de la structuration et du contenu de l'axe secteurs sociaux

2. Résultats (propositions concrètes pour l'amélioration du draft DSRP2)

2.1 Diagnostic de la pauvreté

- Etendre le diagnostic de la pauvreté aux déterminants ci-dessous :
 - Pauvreté et mal gouvernance
 - Pauvreté et insécurité
 - Pauvreté et sécurité alimentaire
 - Pauvreté et accès aux NTIC
 - Pauvreté et activités économiques
 - Pauvreté et accès à la nutrition
 - Pauvreté et VIH/SIDA : faire mention des travailleuses du sexe
 - Pauvreté et habitat
 - Pauvreté et Genre : prendre en compte toutes les couches défavorisées, notamment les femmes, les jeunes et les personnes handicapées
 - Pauvreté et éducation : approfondir la dimension « alphabétisation » et revoir le taux d'analphabétisme (62% en 2003 dans le draft et 72% en 2004 selon réalisée par DVV International)
 - Pauvreté et environnement
- Approfondir l'analyse sur les aspects sanitaire nutritionnel, en prenant en compte les données ci-dessous :

Situation de l'état sanitaire et nutritionnel

Tableau I : Evolution du taux de couverture vaccinale

	EDS 1999	EDS 2005
Taux de couverture en vitamine A chez les enfants de 6 à 59 mois		68 %
Taux de couverture en vitamine A chez les femmes enceintes		33%
Taux de consommation du sel iode		51%
Taux d'allaitement maternel exclusif		27%

Tableau II : Evolution de quelques indicateurs de santé maternelle et infantile

	EDS 1999	EDS 2005
Taux de malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans	26%	35%
Taux de l'insuffisance pondérale	23%	26%

2.2 Cadre et objectifs de la stratégie

- Revoir la chronologie : commencer par DSRP2 et leçons tirées du DSRP1
- Revoir les objectifs en matière de santé et de nutrition en ajoutant les propositions ci-dessous :
 - a. Eliminer les carences en micronutriments (vitamines A et iode)
 - b. Réduire le taux de l'anémie chez les enfants de moins de 5 ans de 77% en 2005 à 57% en 2010 et 47% en 2015.
 - c. Réduire le taux de l'anémie chez les femmes enceintes de 69% en 2005 à 49% en 2010 et à 29% en 2015.
 - d. Réduire le taux de l'anémie chez les femmes en âge de procréer de 53% en 2005 à 33% en 2010 et 29% en 2015.
 - e. Réduire la prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans de 35% en 2005 à 20% en 2010 et à 10% en 2015.
 - f. Réduire la prévalence de la malnutrition aigue chez les enfants de moins de 5 ans de 9% en 2005 à 7% en 2010 et à 4% en 2015.
 - g. Augmenter le taux d'allaitement maternel exclusif de 27% en 2005 à 50% en 2010 et 80% en 2015.
 - h. Augmenter le taux de consommation d'aliments de compléments par les enfants de 11% en 2005 à 20% en 2010 et 30% en 2015.
 - i. Augmenter le taux de consommation de sel iodé dans les ménages de 51% en 2005 à 70% en 2010 et 80% en 2015.

2.3 Stratégies

2.3.1 Amélioration de l'accès à une éducation de qualité pour tous

Ajouter les mesures suivantes au niveau de :

- amélioration de l'accès et de l'équité des enseignements primaire et secondaire :
 - former le personnel spécialisé pour l'encadrement des enfants handicapés
 - favoriser le maintien des filles à l'école
 - renforcer la lutte contre les différentes formes de rançonnement en milieu scolaire
- amélioration de la qualité et de l'efficacité des enseignements primaire et secondaire :
 - diversifier les options d'enseignement au secondaire
 - renforcer la lutte contre la violence scolaire et le harcèlement
- amélioration de l'enseignement technique et de la formation professionnelle
 - poursuite de la construction des écoles techniques post primaires et post secondaires.
- amélioration de l'accès et de la pertinence de l'enseignement supérieure
 - promotion de la formation supérieure a distance
- renforcement des programmes d'éducation non formelle
 - mettre en place une politique nationale de l'éducation non formelle
 - vulgariser la formation de type duale
 - redynamiser les CAAF
- amélioration de la gestion du système éducatif
 - renforcement du partenariat communauté, administration scolaire
- promotion de la culture comme moyen d'identité et d'unité nationales
 - construction des infrastructures et équipements culturels
 - appuyer la production littéraire et artistique
 - appui a la vulgarisation de la culture par les medias

2.3.2 Amélioration de l'état sanitaire et nutritionnel des populations, notamment des pauvres

Stratégies	Mesures
Renforcement de la prévention et de la lutte contre les maladies nutritionnelles.	Protéger, promouvoir l'allaitement maternel exclusif.
	Promouvoir une alimentation de complément du jeune enfant.
	Renforcer et étendre le système d'information à assise communautaire (SIAC)
	Renforcer les activités préventives et curatives de nutrition dans les structures sanitaires.
	Administrer des suppléments en fer acide folique (FAF) à toutes les femmes enceintes.
	Administrer des suppléments en vitamine A aux enfants de 6 mois à 5 ans.
	Intégrer la supplémentation en vitamine A aux enfants au Programme Elargi de Vaccination (PEV)
	Appuyer la fortification des aliments comme le pain
	Renforcement du suivi nutritionnel des couches vulnérables
	Promotion et vulgarisation des approches communautaires de prise en charge
Amélioration de l'accès des pauvres à une alimentation saine, équilibrée et de moindre coût	Promouvoir l'approche Foyer d'Apprentissage et de Réhabilitation Nutritionnelle (FARN)
	Créer des unités de production de farines de sevrage
	Promouvoir la production et la consommation d'aliments locaux riches en fer et vitamine A
Promotion de l'hygiène sanitaire	Renforcement IEC
	Amélioration de l'approvisionnement en eau des formations sanitaires
	construction et entretien des latrines dans les formations sanitaires
	Renforcement de la collaboration inter sectorielle

2.3.3 Amélioration de l'accès à l'eau potable pour tous

Stratégies	Mesures
Amélioration de la qualité de l'eau	Systématisation du traitement de l'eau
	Protection contre la pollution
	Promotion de l'utilisation de filtres à eau
	Renforcement du contrôle de la qualité de l'eau
Rationalisation de l'utilisation de l'eau	Lutte contre les branchements clandestins
	Renforcement IEC
	Renforcement de la gestion des points d'eau publics
Amélioration de la qualité des services	Promotion des branchements sociaux
	Révision à la baisse des prix au mètre cube
	Renforcement de la transparence dans la facturation

2.3.4 Amélioration de l'accès à l'électricité pour tous

Stratégies	Mesures
Amélioration de la gestion de l'électricité	Lutte contre les branchements clandestins
	Education des populations
	Amélioration des prestations
Promotion de l'électrification rurale	Poursuite du programme d'électrification villageoise
	Appui aux initiatives privées et communautaires

2.3.5 Amélioration de l'accès à l'habitat décent pour tous

Stratégies	Mesures
Mise en place d'une politique sectorielle de l'habitat	Identification des insuffisances de la politique actuelle
	Adaptation de la politique aux nouveaux enjeux.
Amélioration des conditions d'accès au sol	Vulgarisation du code foncier
	Amélioration des procédures d'acquisitions des terrains
	Reforme et décentralisation des structures de gestion foncière
Promotion de la participation du secteur privée	Appui a la création d'une banque de l'habitat
	Appui a la promotion des sociétés immobilières
	Promotion des logements sociaux
Promotion de l'aménagement du territoire et de l'urbanisation	Appui aux lotissements communautaires
	Actualisation des schémas directeurs d'aménagements et d'urbanisation
	Application des schémas directeurs actualisés
Promotion de l'assainissement	Mise en politique d'assainissement
	Dynamisation des services de voiries et d'hygiène
	Renforcement IEC
	Renforcement du partenariat Etat, communauté PME

2.3.6 Amélioration de la protection sociale

Stratégies	Mesures
Amélioration du cadre légal et juridique	Elaboration d'une politique de protection sociale
	Adoption, promulgation et vulgarisation du code des personnes et de la famille
Promotion des organismes de prévoyance	Reforme de la caisse nationale de sécurité sociale
	Appui à la création des mutuelles de retraite
Extension de la couverture sociale	Révision a la hausse du taux des allocations familiales
	Elargissement de la prise en charge
	Promotion de la mutualité
	Renforcement du partenariat
Renforcement de la protection civile	Appui à la diversification des services
	Renforcement des capacités des services
Renforcement de l'accès des groupes marginaux aux activités économiques	Promotion des activités économiques des groupes marginaux
	Formation et réinsertion socio économique
Renforcement de la protection des consommateurs	Renforcement du cadre légal et réglementaire
	Appui à la structuration des consommateurs

2.3.7 Genre et équité

Stratégies	Mesures
Renforcement de la participation des couches défavorisées dans le processus de développement	Renforcement des capacités des couches défavorisées (femmes, jeunes, handicapés.....)
	Renforcement de la participation des couches défavorisées aux prises de décision
	Renforcement de la prise en compte de dimension genre dans les politiques et stratégies sectorielles
	Priorisation des couches défavorisées dans l'accès aux ressources
	Mise en place d'une politique de discrimination positive en faveur des couches défavorisées

Mécanisme de mise en oeuvre

Cadre institutionnel : comité national de pilotage

Missions : décision, orientation et coordination

Ancrage institutionnel: Primature

Composition : Représentants Etat, Institutions républicaines, Secteur privé, Société Civile, communautés partenaires techniques et financiers

Démembrement : niveau régional et préfectoral (mission à définir).

Périodicité de rencontres : semestriel (niveau national) et trimestriel (niveau régional)

Rôle et responsabilité des OSC :

- appui a la mobilisation des ressources
- préparation et exécution des projets et programmes
- réalisation des actions
- participation a l'exécution des fonds PPTE

Suivi Evaluation

Dispositif de suivi évaluation : mise en place d'une cellule Nationale de suivi Evaluation du SRP (CSE/SRP)

Cellule doit être décentralisée au niveau régional et préfectoral

Mission : conception d'un système participatif de suivi évaluation de la mise en oeuvre de la stratégie

Composition :

- Départements ministériels
- Société civile
- Assemblée Nationale
- Conseil Economique et Social
- Secteur privé
- Partenaires techniques et financiers

Rôles et responsabilités de la société civile :

- participation a la définition des indicateurs.
- veiller a l'indépendance de l'évaluation
- participation a la création des outils de suivi évaluation
- création d'une banque de données
- échanges d'informations
- suivi de l'exécution des programmes

Commission Secteurs sociaux

N°	Prénoms et Nom	Institution	Fonction	Téléphone
1	SANGARE Kalifa	UDTG	2eme Secrétaire Générale Adjoint	60 41 67 39 64 27 08 57
2	BALDE Mamadou Misbaou	ONSLG	S/ Formation	64 40 83 96 60 21 40 88
3	Dr BAH Fatoumata Binta	FMG	Chargée de recherche et formation	60 41 24 23
4	SOUARE Alhassane	DVV International	Chargé de programme	60 34 70 77 64 52 60 27
5	Mme DIALLO Aminatou	AFVG	Présidente	60 54 58 54
6	DIALLO Abdoullaye	FEGUIPAE	Conseiller	60 25 13 74
7	DIALLO El Hadj Mamadou Bapaté	CNTG	Secrétaire général adjoint	60 33 86 05 30 43 48 46
8	BALDE Kadiatou	PSI GUINEE	Directrice des RSI	60 21 83 48
9	SOW Mamadou Aguibou	AGUIPELLN	Chargé la recherche	64 64 84 03
10	TOURE Aissatou	HKI	Chargée de programmes	60 29 13 58
11	SOW Hadja Kadiatou	CNOSC	3eme vice présidente	60 29 53 13 64 52 08 72
12	Dr DIALLO Thierno Abdoul Aziz		Assistant	64 64 16 34
13	TRAORE Bandian	SP/SRP	Cellule Communication	60 54 45 39
14	BARRY Mohamed Lamine	OICI Guinée	Com Manager	60 21 32 88
15	CAMARA Mohamed	FEGUIPAH	Président	60 55 10 30
16	CAMARA N'Famara	Aide et Action	Assistant coordinateur	60 29 24 29
17	OULARE Mouctar	REGA	Secrétaire exécutif	60 55 98 20 64 50 81 90
18	Chérif Salah Bah		Consultant animateur	60 26 81 43

Atelier Conseils Régionaux de la Société Civile

Labé, du 03 au 06 juillet 2007

1. Objectifs

- Mobiliser les organisations de la société civile (à travers les 8 conseils régionaux) autour du processus d'élaboration du second Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP2)
- Présenter, partager et analyser le draft du DSRP2
- Formuler des propositions concrètes pour l'amélioration du document
- Renforcer les connaissances des participants et participantes sur l'élaboration de la stratégie de réduction de la pauvreté
- Initier les participants et participantes à la visualisation par la méthode Meta plan

2. Résultats

2.1 Mobilisation des acteurs au tour de la stratégie

La participation des 8 conseils régionaux a été effective. Sur les 24 représentants invités, 22 ont répondu. Le niveau de participation a été élevé : 4 Présidents et 5 Vice présidents des conseils régionaux ont pris part aux travaux. De nouveaux participants venus d'organisations locales de la société civile de Labé ont été enregistrés. Le Directeur du bureau régional de la planification et du développement a activement participé à l'encadrement et à l'animation des débats.

2.2 Propositions concrètes pour l'amélioration du draft DSRP2

2.2.1 Structuration du document

- Ajouter, après l'introduction, un chapitre portant sur la présentation de la Guinée pour aborder les potentialités et la diversité des régions naturelles
- Au niveau du diagnostic de la pauvreté :
 - Ajouter les déterminants ci-dessous :
 - Pauvreté et mal gouvernance
 - Pauvreté et insécurité alimentaire
 - Pauvreté et environnement (érosion hydrique, poussée démographique, feux de brousse, cultures extensives sur brûlis, exploitation abusive des ressources forestières, obstruction des cours d'eau par les fours à briques, méconnaissance et non application du code forestier)
 - Pour l'analyse de la pauvreté et la mal gouvernance quelques causes ont été identifiées :
 - Application insuffisante de la loi fondamentale
 - Monopole du pouvoir exécutif
 - Insuffisance de l'autonomie des institutions républicaines
 - Absence du contrôle de l'exécution budgétaire par l'Assemblée Nationale
 - Indépendance relative de la justice
 - Manque de compte rendu de gestion par les élus à leurs mandants

- Prise en otage des institutions et de l'Etat par les groupes d'intérêt
 - Mauvaise répartition des ressources
 - Insuffisance des salaires
 - Mauvaise gestion des programmes et projets de développement
 - Déficit d'éducation civique des populations
 - Démission individuelle et collective
 - Impunité, corruption, népotisme et favoritisme
- Reformuler les déterminants ci-dessous :
 - Au lieu de pauvreté selon la zone d'habitation, analyser la pauvreté selon la zone et le type d'habitation
 - Au lieu de pauvreté et activités agricoles, analyser la pauvreté et les activités agro pastorales
 - Au lieu de pauvreté et accès aux services de transport public, analyser la pauvreté et l'accès aux services de transport
 - Au lieu de pauvreté et accès au téléphone, analyser la pauvreté et l'accès au téléphone et aux NTIC
 - Au niveau de pauvreté et genre, tenir compte des autres couches défavorisées
- Au niveau du cadre et objectifs de la SRP2 traiter le DSRP2 et les leçons tirées du DSRP1 avant le DSRP2 et le processus participatif
- Traiter au niveau du processus participatif la méthodologie utilisée pour l'élaboration du DSRP2
- Au niveau de l'axe « amélioration de la gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines » :
 - Reformuler le sous axe relatif à la corruption comme suit : Lutte contre la corruption et l'impunité
 - Ajouter les sous axes ci-dessous :
 - Promotion de la société civile
 - Promotion des médias
 - Ramener dans cet axe le genre et l'équité
- Au niveau de l'axe « accélération de la croissance économique et élargissement équitable des opportunités d'emploi décentes et de revenus pour tous » :
 - Ramener l'analyse de la situation au diagnostic de la pauvreté
 - Ajouter un 3^{ème} sous axe portant sur l'appui à l'intégration régionale
 - Au niveau des infrastructures économiques, aborder le développement du téléphone et des NTIC
 - Au niveau de la gestion rationnelle et durable des ressources naturelles, protection de l'environnement et assainissement, prévoir une stratégie sur la protection de l'environnement
 - Renvoyer la mise en place de cadre institutionnel et humain approprié au niveau de l'axe gouvernance
- Au niveau de l'axe « » reformuler les sous axes :
 - Accès à l'eau potable pour tous
 - Electrification rurale et urbaine

2.2.2 Amélioration de la gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines (propositions de nouvelles mesures et actions)

Sous axe	Stratégies	Mesures	Actions	
Amélioration de la gouvernance politique et démocratique	Renforcement des capacités des institutions républicaines	Renforcement du pouvoir législatif et de ses mécanismes de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> - Effectivité de la séparation des pouvoirs - Formation des membres de la commission finance au rôle du contrôle budgétaire - Elaboration de cadre de lois sur les critères d'éligibilité à l'Assemblée nationale - Reprise de la diffusion des débats parlementaires à la radio et à la télévision - instauration de dialogue entre les élus et le peuple 	
		Renforcement des capacités du Conseil économique et social	<ul style="list-style-type: none"> - Clarification du mode de désignation des membres du conseil 	
	Promotion des droits humains et de l'équité genre	Etude de l'application des cotas		
		Plaidoyer et lobbying auprès des partis politiques		
		Promotion de l'emploi des femmes et des jeunes		
	Préservation de la stabilité et de la sécurité	Elaboration de stratégies de promotion des femmes et des jeunes au sein de l'exécutif et des partis politiques	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de la formation politique des femmes et jeunes - Meilleure positionnement des femmes et jeunes sur les listes des candidatures des partis aux élections 	
		Qualification de la sélection des agents de sécurité		
		Création des postes de sécurité de proximité		
		Promotion du dialogue et renforcement des capacités des partis politiques	Clarification du rôle et des attributions des forces de sécurité et de défense	
			Renforcement des relations entre civiles et militaires	
Respect rigoureux de la charte des partis politiques				
Education citoyenne des militants des partis politiques				
Amélioration de la gouvernance judiciaire	Revalorisation de la fonction de Magistrat	Renforcement du financement public des partis politiques		
		Diffusion des programmes des partis politiques		
	Amélioration des	Respect de l'éthique et de la déontologie		
		Opérationnalisation du statut particulier de la magistrature.		
		Opérationnalisation de la haute cour de justice		

	conditions de fonctionnement des Juridiction	Réhabilitation du tribunal pour enfant		
		Interdiction des arrestations et incarcérations arbitraires		
		Renforcement de la présence de l'avocat a tous les stades de la procédure		
	Amélioration des conditions de détention	Octroi des contrats de restauration des centres pénitentiaires à des sociétés locales		
		Recrutement et formation du personnel pénitentiaire		
		Audit annuel de l'administration pénitentiaire		
		Effectivité de l'allocation et de l'affectation des crédits aux établissements pénitentiaires		
	Renforcement du mécanisme de formation des prisonniers			
Renforcement de la gouvernance économique	A traiter dans l'axe la croissance	Renforcement des capacités analyse et de prévision macro économique		
		Renforcement des capacités en matière de planification stratégique		
		Amélioration des capacités de programmation et de gestion des finances publiques		
		Renforcement des capacités de production d'informations statistiques		
		Promotion du secteur privé		
		Promotion de l'intégration régionale		
	Vulgarisation et application du code des marchés publics	Ouverture réelle des marchés de l'Etat à la concurrence		
		Suppression des monopoles dans l'octroi des marchés		
		Implication de la société civile dans le suivi et l'évaluation des marchés		
	Réduction du train de vie de l'Etat	Réglementation de l'usage des véhicules administratifs et publics		
		Obligation de paiement par les hauts fonctionnaires leur consommation en eau, électricité et téléphone		
		Interdiction des évacuations sanitaires fantaisistes		
		Respect des allocations budgétaires de l'Etat		
	Meilleure gestion publique (devise et dette)	Audit des dettes extérieures et intérieures		
		Dépistage des sociétés fantômes de fournitures des services et biens à l'Etat		
		Indépendance de la BCRG		
	Amélioration de la gouvernance administrative	Renforcement du cadre institutionnel et organisationnel	Création d'une école nationale d'administration	

	Amélioration de la gestion des ressources humaines de l'Etat	Elaboration et mise en œuvre de plans de carrière	
		Evaluation des cadres de l'administration du territoire et des services déconcentrés	
		Réduction de la mobilité dans les fonctions stratégiques	
		Contractualisation de certains postes administratifs	
		Elaboration d'un mécanisme d'incitation des fonctionnaires pour servir à l'intérieur	
Amélioration de la gouvernance locale	Consolidation du processus de déconcentration et de décentralisation	Elaboration d'un projet de loi sur la limitation d'âge des élus locaux	
		Révision du code électoral pour l'élection des responsables locaux	
		Vulgarisation et application des critères d'éligibilité des élus locaux	
	Accélération du transfert des pouvoirs et des moyens en faveur des collectivités	Prise en compte des besoins des collectivités pour une meilleure répartition des ressources	
		Appui à la mobilisation des ressources internes des collectivités	
	Vulgarisation et application des dispositions réglementaires portant sur les marchés communautaires	Formation des membres de la commission de passation des marchés communautaires	
		Ouverture des marchés communautaires à la concurrence	
		Mise en place d'une commission de suivi et évaluation des marchés communautaires	
	Respect de l'intégrité territoriale	Respect des tracés frontaliers issus de la colonisation	
		Respect des découpages administratifs	
		Application des conventions sous régionales en matière d'intégration	
	Promotion de la sécurité foncière	Vulgarisation et application du code foncier et domanial	
		Allègement des coûts et procédures d'obtention des actes de propriété	
Lutte contre la corruption et l'impunité		Institution de l'obligation de déclaration des biens par les hauts fonctionnaires de l'Etat	
		Opérationnalisation des corps de contrôle	
		Institutionnalisation des audits publics en impliquant des cabinets d'expertise comptables	
		Diffusion des rapports d'audit ou d'inspection	

		Amélioration du traitement salarial des travailleurs	
		Jugement et condamnation des auteurs de détournement de deniers publics	
		Réalisation d'enquêtes sur la corruption dans tous les secteurs	
		Suppression des dépenses extra budgétaires	
		Renforcement de la collaboration entre l'ANLC et les tribunaux	
		Vulgarisation et application du code des marchés publics	
Promotion des médias	Renforcement des capacités	Mise en place des centrales d'achat des intrants d'imprimerie	
		Mise en place d'imprimerie de presse	
	Respect de l'éthique et de la déontologie	Edition des guides sur les textes de lois en vigueur	
		Elaboration du statut particulier des Journalistes	
	Etudes sur l'élaboration de la convention collective Etat – AGEPI - AJG		
Promotion de la Société Civile	Renforcement des capacités et appui institutionnel	Formation des responsables et membres des OSC	
		Renforcement du cadre national de concertation des OSC	
		Renforcement de la gouvernance interne des OSC	
		Création d'un répertoire des OSC par secteur	
		Mise en place d'un fonds d'appui aux OSC	
		Implication des OSC dans l'élaboration des politiques	
		Implication des OSC dans la mise en œuvre et le suivi évaluation des politiques	
Organisation des voyages d'études d'échanges d'expériences			

2.2.3 Accélération de la croissance économique et élargissement équitable des opportunités d'emploi décents et de revenus pour tous (propositions de nouvelles mesures et actions)

Sous axes	Stratégies	Mesures	Actions
Stabilisation du cadre macro économique et renforcement des réformes structurelles	Assainissement du cadre macro économique	Réduction du train de vie de l'Etat	- Réduire le parc automobile - Réduire les missions à l'étranger - Rationnaliser l'utilisation du téléphone et de l'électricité
	Amélioration de la politique budgétaire et fiscale	Sécurisation des recettes	- Inspecter périodiquement les services de recettes - Percevoir les recettes par virement ou paiement bancaire
Dynamisation de la production nationale, création d'emplois décents et génération de revenus pour tous	Promotion du secteur privé et de l'emploi	Institutionnalisation de la politique de recrutement des lauréats à la fonction publique	- Elaborer les textes d'application
		Suivi régulier des départs à la retraite	Mettre à jour le fichier de retraite
	Dynamique des secteurs porteurs de croissance		
	• Secteur minier	Prise en compte des préoccupations des populations riveraines des zones minières	Identifier les besoins prioritaires des communautés concernées
		Accélération de la révision des conventions minières	
	• Secteur agricole	Mise en place d'une banque de développement agricole	
		Promotion des cultures de rente	
	• Secteur de l'élevage	Renforcement de la lutte contre le vol de bétail	
		Diffusion du code pastoral	
		Promotion de la gestion des pâturages	
• Secteur du tourisme	Recensement exhaustif des sites touristiques		
	Valorisation du potentiel touristique		
Développement des infrastructures économiques			
• Sous secteur des	Lutte contre la vente illicite du carburant		

	hydrocarbures		
	<ul style="list-style-type: none"> Sous secteur des transports 	Institutionnalisation de la visite technique automobile	
		Réglementation de l'importation des véhicules d'occasion	
		Renforcement de la lutte contre le transport mixte et les surcharges	
		Lutte contre les tracasseries aux différents postes de contrôle	
		Réglementation de l'utilisation des taxis motos	
		Aménagement des gares routières	
		Réhabilitation des aéroports existants	Protection des zones aéroportuaires
			Revêtement des pistes d'atterrissage
			Renouvellement des équipements de navigation
		Développement du transport maritime et fluvial	Réhabilitation des débarcadères
			Dragage des zones fluviales navigables
	Gestion durable des ressources naturelles	Institutionnalisation de la campagne de reboisement	
		Promotion de l'agro foresterie	
		Promotion des foyers améliorés	
		Promotion des clôtures grillagées et des haies vives	

2.2.4 Amélioration de l'accès et de la qualité des services sociaux de base (propositions de nouvelles mesures et actions)

Sous axes	Stratégies	Mesures	Actions
Amélioration de l'accès à une éducation de qualité pour tous	Implication des acteurs du système éducatif dans le processus de lutte contre la violence en milieu scolaire et universitaire	Application correcte des textes réglementaires scolaires et universitaires	
		Information, éducation et sensibilisation contre les violences	
		Respect de l'éthique et de la déontologie	
	Amélioration et élargissement du programme d'éducation civique à tous les paliers de l'enseignement	Renforcement de l'éducation civique	
	Renforcement de la coopération inter universitaire au niveau national et international	Voyage d'études / jumelage entre universités	
		Elaboration de plans de coopération et d'échanges entre universités	
Amélioration de l'état sanitaire et nutritionnel de la population, notamment des pauvres	Amélioration de l'accès des pauvres aux services de santé	Rationalisation de la répartition du personnel de santé	
		Lutte contre la sur tarification des médicaments	
		Transparence dans la gestion des fonds d'indigence	
Eau potable pour tous	Promotion des initiatives privées pour la réalisation des points d'eau	Ouverture des marchés de réalisation des points d'eau au secteur privé	
Electrification urbaine et rurale	Renforcement des initiatives privées d'électrification sur la base de l'énergie solaire et autres sources d'énergies renouvelables	Electrification de communes et CRD pilotes dans le recouvrement des impôts et taxes	
		Organisation de la fête de l'indépendance dans ces localités	
Urbanisme, habitat et assainissement	Développement de logements sociaux	Construire des habitations à loyer modéré pour les fonctionnaires	
	Renforcement des moyens d'assainissement des localités	Sensibilisation des citoyens autour de l'hygiène domestique et environnementale	
Protection sociale	Réalisation d'une étude situationnelle sur la protection sociale	Identification et appui des initiatives existantes sur le terrain en matière de protection sociale	
	Elaboration d'une politique nationale de protection sociale		

Mécanisme de mise en œuvre de la SRP

Structure : Comité National de pilotage de la mise en œuvre de la stratégie

Ancrage institutionnel : Primature

Missions :

- Coordination de la mise en œuvre
- Mobilisation et répartition des ressources
- Mise en place des comités régionaux de pilotage

Membres au niveau national:

- Primature et Départements ministériels
- Institutions républicaines
- Patronat
- Conseil National des OSC
- Partenaires au développement

Présidence : Premier Ministre

Vice présidence : Patronat

Secrétariat : SP/SRP

Niveau régional :

Membres : Inspecteurs et directeurs régionaux, Préfets, OSC, Projets et programmes

Présidence : Gouverneur de région

Vice présidence : Représentant OSC

Secrétariat : Directeur régional Economie et finance

Niveau préfectoral et communal pour la Région de Conakry

Membres : directeurs préfectoraux/communaux, Sous préfets, OSC, Elus locaux

Présidence : Préfet/Maire

Vice présidence : Représentant OSC

Secrétariat : Directeur préfectoral / communal plan

Rôles de la société civile :

- Participation à la validation du DSRP2 à tous les niveaux
- Vulgarisation de la SRP à la base
- Mobilisation des populations autour de la SRP
- Implication dans toutes les négociations
- Implication dans l'élaboration et l'exécution des projets et programmes

Dispositif de suivi évaluation de la mise en œuvre de la SRP

Mise en place d'une Cellule Nationale de Suivi évaluation

Ancrage institutionnel : Ministère du Contrôle Economique, de l'Ethique et de la
Transparence

Membres :

- Institutions républicaines
- Départements ministériels
- Partenaires au développement
- Organisations de la société civile
- Collectivités décentralisées

Présidence de la Cellule : Représentant de l'Assemblée Nationale

Vice présidence de la Cellule : Représentant de la société civile

Secrétariat : Ministère du Contrôle Economique, de l'Ethique et de la
Transparence

Mise en place d'une Cellule régionale de suivi évaluation :

Membres :

- Services techniques régionaux
- Partenaires au développement
- Organisations de la société civile
- Collectivités décentralisées

Présidence de la Cellule : Représentant de la société civile

Vice présidence de la Cellule : Partenaires au développement

Secrétariat : Direction régionale du plan

Rôles :

- Participation à la détermination des indicateurs
- Effectivité de l'indépendance de l'évaluation
- Participation à l'évaluation
- Diffusion des résultats de l'évaluation

Liste des participants et participantes

N° d'ordre	Noms et prénoms	Organisations	Fonctions	Expériences récentes sur la SRP	Téléphone
1.	Chérif Lounseny	CROSC Kankan (Ordre des pharmaciens)	Président	Participation à l'atelier de validation de la stratégie régionale de Kankan	60.58.07.34
2.	Condé Faman	CROSC Faranah (Ordre des vétérinaires)	Vice président	Aucune	60.35.63.25
3.	Barry Abdoul Karim	CROSC Mamou (ACA)	Trésorier	Aucune	60.20.41.05
4.	Camara Mamadi Mèmè	CROSC Kindia (AGBEF)	Vice président	Aucune	60.52.02.86 30.61.04.43
5.	Keita Lansana	CROSC Faranah (CAJEG)	Président	Participation à l'atelier sur l'élaboration de la stratégie régionale de Faranah	60.31.65.89 60.46.84.23
6.	Kaba Abdourahamane	CROSC Faranah (CRCIA)	Chargé du renforcement des capacités	Participation à l'atelier sur l'élaboration de la stratégie régionale de Faranah	60.28.77.51
7.	Elhadj Soumah Farouck Tafsir	CROSC Kindia (union des groupements de producteurs semenciers de Kindia)	Président	Participation à l'atelier de validation de la stratégie régionale de Kindia	60.55.06.74
8.	Mme Kouyaté Siata	CROSC Kindia (FSPE)	Chargée des questions économiques	Aucune	60.32.78.99
9.	Condé Frantoman	CROSC Kankan (ADIC)	Chargé de la formation	Aucune	60.58.05.92
10.	Doré Gatta	CROSC N'Zérékoré	Chargé du	Aucune	60.31.39.64

		(INADER)	renforcement des capacités		
11.	Diallo Salmana	CROSC Conakry (COSMEBAT / OGDH)	Président	Aucune	64.27.78.25
12.	Camara Oumar	CROSC Conakry (AACG)	Responsable conflits et dialogue	Aucune	30.49.01.85
13.	Elhadj Bah Mamadou	CROSC Conakry (CRCIA)	2 ^{ème} Vice président	Aucune	60.26.45.53
14.	Mme Diallo Fatoumata Penda	CROSC Labé (FRAL)	Chargée de la communication	Participation à l'élaboration de la stratégie régionale de Labé	60.52.06.18
15.	Mme Loua Rose Béatrice	CROSC N'Zérékoré (AGBEF)	Chargée des affaires extérieures	Aucune	60.35.51.88
16.	Baldé Ousmane Metta	CROSC Mamou (AFODEL)	Chargé de la protection de l'environnement	Participation à l'atelier de validation de la stratégie régionale de Mamou	60.32.99.10
17.	Baldé Boubacar	CROSC Labé (ONSLG)	Vice président	Participation à l'élaboration de la stratégie régionale de Labé	60.36.02.81
18.	Traoré Doussoumodou M'bemba	CROSC Kankan (APROFIG)	3 ^{ème} Vice président	Membre focus groupe éducation SRP Kankan	60.58.41.38
19.	Diallo Thierno Mamadou Kaira	CROSC Mamou (Ligue islamique régionale)	Chargé des affaires sociales et règlement des conflits	Participation à l'atelier de validation de la stratégie régionale de Mamou	60.27.76.19
20.	Baldé Mamadou Alpha	CROSC Labé (CENAFOD)	Chargé de la mobilisation des ressources	Participation à l'atelier de validation de la stratégie régionale de Labé	60.55.88.49

21.	Diallo Abdourahamane	UGVD Labé	Coordinateur technique des programmes	Membre focus groupe activités économiques SRP Labé	60.57.26.45
22.	Camara Moussa	CROSC Boké (Club littéraire)	Secrétaire administratif	Participation à l'atelier d'élaboration de la stratégie régionale de Boké	64.40.66.61
23.	Camara Demba	CROSC Boké (CRCIA)	Vice président	Participation à l'atelier d'élaboration de la stratégie régionale de Boké	60.36.65.62
24.	Diané Fodé Moussa	AJDL	Vice président	Mise en œuvre SRP régionale de Labé	60.47.71.13
25.	Kaman Maurice	BRPD Labé	Directeur	Supervision de l'élaboration de la SRP de Labé	60.57.21.20
26.	Diallo Boubacar Gaoual	GTZ/ASRP	Assistant technique	Participation à l'élaboration de la SRP de Labé	60.57.23.50
27.	Diallo Mamadou Dian	GTZ/ASRP	Assistant technique	Appui au processus d'élaboration du DSRP2	60.57.22.79
28.	Bah Chérif Sala	-	Consultant	Animation du processus d'élaboration du DSRP2	60.26.81.43